

SORTIES DE GUERRE, RETOUR DES HOMMES

La thématique des « sorties de guerre » était encore relativement nouvelle voici une dizaine d'années. Élaborée surtout à partir de l'étude de la Grande Guerre, elle se voulait exactement – et continue à se vouloir – comme le pendant des recherches, longtemps privilégiées, sur les entrées en guerre, telles qu'on les entend depuis les travaux de Jean-Jacques Becker, à la présentation des causes des conflits. L'intérêt de la réflexion sur les « sorties de guerre » est de chercher à comprendre comment peuples, armées, sociétés et économies passent de l'état de guerre à l'état de paix, ce qui revient à affecter des hommes et des moyens jusque-là consacrés à l'effort militaire à des activités non guerrières, par le biais de décisions politiques assorties d'un discours qui les légitime. À l'intérieur de ce très vaste ensemble, le thème plus spécifique du « retour des hommes » a donné lieu à des textes importants, depuis le travail pionnier d'Antoine Prost sur *Les Anciens Combattants*¹, et la thèse de Jules Maurin sur les *Soldats languedociens*², jusqu'au livre plus récent de Bruno Cabanes sur *La Victoire endeuillée*³. C'est dans ce cadre que les contributeurs ont été invités à appliquer ces problématiques à des périodes ou à des objets qui n'avaient pas ou guère été sollicités de ce point de vue jusqu'alors.

Les types de conflits évoqués sont de natures diverses : les deux guerres mondiales, et deux importantes guerres de décolonisation, celle d'Indochine et celle d'Algérie. Fruit de la réflexion d'une majorité de chercheurs en histoire contemporaine, la plupart des articles portent sur les guerres du xx^e siècle. La période couverte s'étend sur le xix^e et le xx^e siècle, avec une préférence pour la période 1850-1950. Les espaces évoqués vont de l'Afrique noire au Pacifique, un certain accent étant mis sur l'Afrique du Nord. Mais cette prédominance (plutôt que préférence) ne doit pas empêcher de penser que les problématiques développées ici ne peuvent servir à interroger les autres périodes de l'histoire, comme le prouve la contribution de Valérie Toureille, qui porte sur l'histoire médiévale. La peur du brigandage des anciens soldats, évoquée de façon

1 Antoine Prost, *Les Anciens Combattants et la société française, 1914-1939*, Paris, Presses de la FNSP, 1977, 3 t.

2 Jules Maurin, *Armée, Guerre, Société. Soldats languedociens, 1889-1919*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1982.

3 Bruno Cabanes, *La Victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français, 1918-1920*, Paris, Éditions du Seuil, 2004.

convaincante, est-elle plus forte alors que de nos jours ? Les exemples récents des guerres des Balkans ou d'Afrique pousseraient, pour le moins, à réserver la réponse. On peut suggérer ici tout ce qu'il y aurait à gagner si l'on dépassait les barrières trop formelles que l'organisation des études d'histoire continue à élever entre des « périodes » trop souvent élevées au rang de concepts *a priori*, au détriment de toute tentative de comparatisme.

Sortir de la guerre peut consister à déclencher une offensive finale, et parfois, comme en 1918, à l'improviser en partie, comme le suggère Julie d'Andurain. Ce peut-être aussi la recherche obstinée d'une sortie honorable. Pierre Mendès France, dont la politique est analysée dans la contribution de Maria Romo-Navarrete, a su, dans sa politique indochinoise autant que dans sa politique tunisienne, offrir aux Français une telle issue. Entreprise d'autant plus méritoire que le thème de la « puissance par l'Empire » avait trop longtemps empêché les évolutions nécessaires, y compris chez les partisans du général de Gaulle, dont Frédéric Turpin a suivi l'évolution sur ce point.

8

Les groupes auxquels on peut s'intéresser sont de plusieurs sortes. On pense d'abord, bien sûr, aux guerriers démobilisés, en particulier les soldats sous les armes. Il faut réorganiser leur retour, souvent dans des conditions difficiles. Tous doivent se réadapter. Mais la fin des conflits n'est pas non plus sans conséquence pour les civils. Les déplacements forcés, fréquents durant les guerres, sont le plus souvent présentés et vécus comme des replis provisoires. Lorsque les guerres se terminent, certains, chassés de chez eux par les opérations, peuvent songer au retour, comme les réfugiés français de la Grande Guerre, sur lesquels ont porté les recherches de Philippe Nivet, présentées ici. D'autres au contraire sont contraints de quitter leur pays natal.

La fin du conflit paraît sceller les expériences en donnant un sens au récit. Elle fait des uns des vaincus et des autres des vainqueurs. Mais ces mots ne sont pas toujours acceptés. Certains vaincus s'estiment trahis, ou du moins incompris, comme les anciens d'Indochine, étudiés par Michel Bodin, qui a le mérite de ne pas exclure les soldats originaires de l'Union française de sa communication. D'autres sont dénoncés comme des traîtres : la contribution de Jean-Jacques Jordi démontre combien le chemin vers une représentation juste et sereine des « harkis » de l'armée française en guerre d'Algérie est difficile. Enfin, si une défaite honorable n'a jamais porté atteinte au prestige des vaincus, encore faut-il que ceux-ci n'aient pas porté atteinte aux lois de la guerre. Des considérations de cette nature ont longtemps rendu difficile aux anciens d'Algérie de faire part de leur expérience, ainsi que l'illustre le travail de Jean-Charles Jauffret. En revanche, observe Laurent Cesari, la mémoire nationale américaine a su recoudre une trame déchirée pour réconcilier l'ensemble des citoyens d'abord

dans la recherche, vaine, mais pieuse, des prisonniers disparus dans les camps, puis dans le culte de l'ensemble des morts.

Les innombrables expériences de la guerre, et des souffrances qu'elle engendre apparaissent à peu près intransmissibles à ceux qui n'ont pas vécu des épreuves analogues. La fin des conflits apparaît comme le moment où ces incompréhensions éclatent en plein jour. Chaque individu est alors, en effet, tenté de montrer ses blessures, puis d'en demander la raison, et d'abord à ses compatriotes, prêts ou non à comprendre tout ou partie de ses tourments et, souvent, de ses remords. C'est peut-être à partir de telles interrogations que la mission des historiens prend tout son sens. Il ne s'agit pas de constituer un tribunal (c'est la mission de l'État), mais de replacer chaque individu dans cette situation qui nous permet, non de nous identifier à lui, mais, comme le suggérait Sartre, de retrouver son projet, et, dans l'entrecroisement multiple des projets, de lire quels sont les choix d'une société. C'est au niveau de ces projets que peuvent, et doivent sans doute intervenir les jugements de valeur inséparables de toute science de l'humain.

Quand se termine une guerre ? Il arrive que, comme le 11 novembre 1918 sur le front français, une sonnerie de clairon suffise à signifier aux soldats la fin des opérations. Mais, faute d'opposer deux armées régulières et deux gouvernements unanimement reconnus, la fin des conflits peut s'éterniser, et même s'identifier à un paroxysme de violence, ainsi que l'illustre la contribution de Benjamin Stora à propos de la guerre d'Algérie. La guerre, par ailleurs, ne se termine pas pour tous en même temps. Prisonniers et déportés ne reviennent pas immédiatement, et lorsqu'ils rentrent, leur réadaptation à une patrie qui a changé en leur absence, et a connu d'autres souffrances que la leur n'est pas simple, comme on le voit dans la contribution de Christine Lévisse-Touzé. Pour d'autres, le conflit n'aura même jamais de fin. Les observations de Marie-Odile Godard rappellent que bien des victimes civiles, faute d'avoir été reconnues et accompagnées dans leurs souffrances, garderont toute leur vie les séquelles du traumatisme psychique que les médecins militaires avaient commencé à étudier chez les soldats de la Grande Guerre. Cette étude se prolonge actuellement sous la direction de Michèle Battesti dans l'atelier de recherches « Les blessures psychiques de guerre à travers l'histoire », mené à l'IRSEM en liaison avec les chercheurs de Paris-Sorbonne⁴.

Sortir de la guerre, c'est aussi reconstruire. Les militaires doivent réorganiser la mutation du pied de guerre au pied de paix, comme le fait apparaître Olivier Forcade, sous l'aspect particulier des services de renseignements. Cela consiste tout à la fois à « démonter » un système désormais trop lourd et coûteux, et à

4 Voir la postface.

réfléchir aux besoins immédiats et aux perspectives plus lointaines. En cas de défaite, il faut immédiatement songer à repartir dans de nouvelles conditions. Certaines œuvres de reconstruction sont si profondes qu'elles apparaissent comme l'aurore d'ères nouvelles, comme le démontre le cas de la Prusse après Iéna, sur lequel revient longuement Michel Kerautret, ou celui, moins convaincant, de l'établissement de la Grande Roumanie après 1918, qui fait l'objet de l'étude de Jean-Noël Grandhomme.

10 Parfois, il faut réconcilier. Ceci s'impose à l'issue des guerres ou discordes civiles. L'oubli ne paraît pas toujours possible, tout au plus peut-on modérer les épurations, comme l'ont fait les autorités françaises à l'égard des officiers de leur propre armée après 1945, ainsi que le démontre Claude d'Abzac-Épezy. La problématique est autre lorsqu'il s'agit du traitement d'un peuple vaincu. Dès 1943, le gouvernement du général de Gaulle doit définir une politique d'abord à l'égard de l'Allemagne dans son ensemble, puis dans la zone d'occupation réservée par les accords de Yalta, selon des modalités traitées par Corinne Defrance. À la logique des guerres coloniales appartiennent les « pacifications ». Celles-ci peuvent se résumer à des pactes plus ou moins tacites avec les notabilités autochtones, aboutissant parfois à renforcer leur pouvoir, comme à l'égard du Moogo Naaba de Ouagadougou, ainsi que l'indique Benoît Beucher ; mais l'exemple de la prise de Laghouat en 1852, traité par Quentin Chazaud, rappelle que la pacification commença parfois par de véritables massacres, et évoque fâcheusement la célèbre formule prêtée par Tacite au chef calédonien Calgacus : « *Ubi solitudinem faciunt, pacem appellant*⁵ ».

On a tenté aussi d'évoquer la problématique voisine du « jour d'après ». Comment des responsables réagissent-ils à un événement précis, inattendu, ce qui consiste, d'abord, à l'interpréter correctement ? François Lagrange rappelle que le débat sur l'origine des mutineries d'avril 1917, dues prioritairement, selon Pétain, rejoint par Clemenceau, à des facteurs militaires, contre l'avis de ceux (Foch, Poincaré) qui privilégient la propagande défaitiste venue de l'arrière aboutit à des choix positifs. En revanche, les succès allemands du printemps 1940 poussent Mussolini à une entrée en guerre improvisée et désastreuse pour l'Italie, ainsi que l'illustre Frédéric Le Moal. Moins grave dans ses conséquences, la réaction franco-britannique à la décision unilatérale du président Nasser de nationaliser le canal de Suez, qui fait l'objet du texte de Caroline Piquet, accélère un processus de désinvestissement qui avait été engagé par la Compagnie universelle du canal de Suez, consciente d'une dégradation irréversible de ses positions en Égypte.

5 « Où ils font un désert, ils disent qu'ils ont donné la paix » (*De Vita Iulii Agricola*, XXXI, Codex Aesinus [E]).

Une de ces contributions pourrait paraître quelque peu inattendue dans cet ensemble : c'est celle qu'Éric Gady consacre à l'archéologie française en Égypte. En fait, on peut dire, avec un grain d'humour, que c'est la culture qui a transformé la calamiteuse sortie de guerre de Bonaparte en une victoire de l'esprit de la France... Il ne devait pas en aller différemment des autres défaites de l'Empereur, qui illustrèrent celui-ci plus aux yeux des écrivains, des philosophes et des artistes, plus que ne l'auraient fait une série de victoires. Mais après tout, sortir de la guerre, n'est-ce pas, avant tout, pour une nation comme pour un homme, se reforger un nouveau destin ?

Il nous reste à indiquer que ces recherches se poursuivent dans le cadre de l'Institut d'histoire de la Défense et de la Sécurité nationale, MARS (Marines, Armées, Renseignement, Sécurité), placé sous la direction du professeur Olivier Chaline, et qui a l'ambition de constituer autour des historiens de Paris-Sorbonne un pôle de recherche universitaire français de stature internationale.

Jacques Frémeaux

Professeur à l'université Paris-Sorbonne
Membre de l'Institut universitaire de France

Michèle Battesti

Docteur habilitée en histoire
Responsable de programme à l'IRSEM